



le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

N° 150 - 30 MARS 1986

PRIX : 2 FRS

CENTRAFRIQUE

UNE MANIFESTATION DE COLERE



sommaire
au
verso

CONTRE L'ARMEE FRANÇAISE

éditorial

sommaire

Page 2
- Editorial

Page 3
- Mali : Vers la liquidation d'Air Mali

Page 4
- Sénégal : la disparition d'un dirigeant d'un parti stalinien.

Page 5
- Ces messieurs de Sonacos s'inquiètent de la campagne agricole.

Page 6
- Tchad : Des opposants à la mangéoire gouvernementale.

Page 7
- Libye : Le cowboy Reagan fait la loi.

Page 8
- Elections : le retour de la droite au pouvoir.

Page 9
- UNICEF : Une illustration de ce monde malade.

** ** *

ABONNEMENTS

France : 1 an
- Pli fermé : 48 F
- Pli ouvert : 24 F
- Etranger : écrire au journal

ADRESSE

DUFFEAL-COMBAT OUVRIER
pour le P.A.T., B.P.
42- 92114 CLICHY

R.C.A : MANIFESTATION DE COLERE CONTRE L'ARMEE FRANCAISE

Le 27 mars, à Bangui, un "Jaguar (avion militaire de l'armée française), après un décollage raté, s'est écrasé dans un quartier populaire de la capitale centrafricaine. Officiellement, il y a eu plus de 30 morts et plusieurs dizaines de blessés.

Aussitôt, des manifestations de colère ont éclaté dans le quartier populaire de Bangui. Les manifestants s'en sont pris aux Européens de la ville. Le gouvernement français a voulu transformer cet accident en un fait banal, sans gravité et simplement regrettable.

Pour le gouvernement français, l'armée stationnée à Bangui, assure la paix et la stabilité dans ce pays. En fait, l'armée française stationnée à Bangui assure le maintien des dictatures favorables à l'impérialisme français.

Les troupes françaises stationnées en Centrafrique, au Sénégal, à Djibouti et au Gabon ne jouent pas d'autre rôle que celui du gendarme de l'impérialisme français en Afrique.

C'est de Bangui que les avions de l'armée française ont décollé pour bombarder Ouadi-Doum dans le nord du Tchad pour défendre Hissein Habré contre les troupes de Goukouni Oueddei soutenues par la Libye.

En plus, les troupes françaises se conduisent en Centrafrique comme en pays conquis. Elles agissent par des actes qui montrent à quel point elles méprisent les populations. Déjà, en 1984, soi-disant pour empêcher des jeunes de commettre des vols, un soldat français a tiré sur ceux-ci et a fait plusieurs blessés.

Cela aussi a provoqué la colère de la population et plusieurs centaines de personnes, venues des quartiers populaires de Bangui, ont manifesté devant le camp militaire.

D'ailleurs, même certains médias d'ici reconnaissent le caractère provocant de présence militaire en Centrafrique. Et on sait à quel point ils sont complaisants habituellement.

Cette fois-ci, les manifestations de la population ont cessé rapidement. Tout de même, le dictateur en place, Kolingba, a continué à calmer les esprits en assurant que les blessés seront secourus et les morts déclarés "Martyrs de la paix".

C'est sûr que Kolingba doit avoir peur de la colère des masses. En tout cas, si elles sont décidées et bien organisées, elles peuvent balayer les troupes françaises de Centrafrique et nettoyer aussi le pays de tous les éléments qui défendent les intérêts de l'impérialisme français.

MALI

vers la liquidation d'air-mali

Le ministre malien chargé des sociétés d'Etat vient d'annoncer la prochaine disparition d'Air-Mali. Ce n'est pas la première fois que les galonnés de Bamako font circuler un tel bruit. Mais cette fois-ci ça a l'air d'être sérieux. De toutes les manières ce n'est pas la première fois, si la compagnie Air-Mali disparaît, que les militaires auront liquidé une société d'Etat.

Quand ils sont arrivés au pouvoir le 22 novembre 1968, il y avait trois grandes sociétés maliennes : la CDMT (Compagnie malienne de Textile), la compagnie Air-Mali et la BIM (Banque du Développement du Mali). Le Mali était l'un des pays d'Afrique francophone qui avait sa propre monnaie en 1962. Aujourd'hui toutes ces sociétés sont en voie de disparition, si ce n'est pas déjà fait pour certaines. Le franc malien a disparu pour être remplacé par le franc CFA. La CDMT est de plus en plus en difficulté. Ses effectifs sont presque réduits de moitié. Maintenant c'est le tour d'Air-Mali.

Oumar Coulibaly, ministre chargé des sociétés d'Etat, a annoncé la prochaine disparition d'Air-Mali et la création d'une nouvelle société avec des actionnaires privés dont l'Etat détiendrait 51 %. Les 49 % seront partagés entre quatre sociétés : Air-Afrique, UTA, Air-Inter (compagnies françaises) Sabéna (compagnie belge). Selon Coulibaly, ces quatre compagnies se chargeront des vols internationaux, c'est-à-dire des lignes les plus rentables. Les lignes intérieures seront assurées par la nouvelle compagnie.

De toutes les façons, que la nouvelle société s'appelle Air-Mali ou pas, peu importe pour les voyageurs, plus particulièrement pour les immigrés qui rentrent en vacances au Mali, pourvu que les vols soient réguliers et que les voyageurs y trouvent leurs comptes. Ce qui n'est pas le cas avec l'actuelle compagnie Air-Mali car souvent il faut graisser les pattes de certains responsables pour pouvoir voyager, sans parler de l'éternel retard dans les horaires.

L'entrée des capitaux extérieurs dans Air-Mali va certainement amener quelques modifications dans la gestion et le contrôle de cette compagnie moribonde. Les petits margoulin qui se font graisser la patte vont peut-être se calmer avec l'arrivée de nouveaux patrons qui ne seront pas forcément maliens d'ailleurs.

Il n'est pas impossible, par ailleurs, que la nouvelle direction préconise une réduction des effectifs sous prétexte de rentabiliser la dite société. Mais cela ne dépendra pas que de la volonté de la direction. Si les travailleurs de cette société s'organisent, ils pourraient, avoir leur mot à dire en cas de licenciement.

SENEGAL

LA DISPARITION D'UN DIRIGEANT D'UN PARTI STALINIEN

Seydou Cissoko, l'un des fondateurs du P.A.I (Parti Africain de l'Indépendance) est mort récemment à Moscou. Il était un militant intellectuel originaire du Sénégal oriental. Il avait milité au R.D.A (Rassemblement Démocratique Africain), puis il avait participé à la création du PAI en 1956 à Thiès.

Cela fait trente ans qu'il se réclamait des idées communistes, ce qui est rare en Afrique. Il était rédacteur en chef de l'organe du PAI qui s'appelle "Lutte" et membre du secrétariat exécutif avec Majimouth Diop.

Depuis plusieurs années il était gravement malade mais il n'était pas inactif pour son parti. En août 1981, il était élu secrétaire général du PIT, nouvelle organisation issue d'une scission au sein du PAI. En septembre 1984, il a abandonné son poste de secrétaire général pour cause de maladie et il est élu président du parti (poste honorifique) jusqu'à sa mort.

Cissoho a eu le courage de garder ses convictions et ses idées jusqu'à la fin de sa vie. Il a eu le courage de militer dans la clandestinité pendant la colonisation et même après l'indépendance quand son parti était interdit par le régime de Senghor.

Mais militer courageusement pour ses convictions est une chose - certes louable - et militer pour une juste cause est une autre chose. Car si Cissoko se réclamait du communisme, sa politique n'avait rien à voir avec les idées de Marx et Lénine.

Il se référait à Marx et Lénine à la manière de Staline. C'est à dire dans un tout autre but que celui de l'émancipation des travailleurs. Son but n'était pas d'aider les travailleurs à s'organiser pour préparer le renversement du système capitaliste.

Il voulait tout simplement promouvoir auprès d'eux les idées nationalistes tout comme de nombreux partis en Afrique et dans le monde qui se réclament de "l'anti-impérialisme" mais qui en fait ne sont que des partis bourgeois à peine déguisés. Leur "anti-impérialisme" leur sert à mieux embrigader les pauvres afin que ceux-ci se battent pour les intérêts de la petite bourgeoisie nationale aspirant à une marge de manoeuvre un peu moins étroite par rapport à l'impérialisme.

Alors, bien sûr qu'il faut en Afrique comme un peu partout ailleurs des gens courageux, des militants qui sachent garder leurs convictions malgré les difficultés et la répression de nos régimes.

Mais pour transformer cette société pourrie qui écrase l'énorme majorité de l'humanité au profit d'une minorité de riches, il faut non seulement des militants courageux mais aussi des militants ayant une réelle volonté d'organiser la classe ouvrière et l'ensemble des pauvres pour que ceux-ci prennent vraiment en main leur sort.

SENEGAL :

QUAND CES MESSIEURS SONT INQUIETS

POUR LA CAMPAGNE AGRICOLE !

Selon les comptes rendus établis par "l'encadrement technique agricole", la prochaine campagne agricole (pour l'arachide) dans le département de Tambacounda est "préoccupante". Le gouverneur de la région est "inquiet" parce que les paysans de sa région n'ont pas stocké suffisamment de semences d'arachide dans leur réserve personnelle alors que dans le même temps la SONACOS n'arrive pas à combler ce déficit de 40 000 tonnes de semences.

Monsieur le gouverneur est mécontent aussi du manque de motivation des paysans qui non seulement n'ont gardé suffisamment de semences, mais qui en plus n'ont pas versé de l'argent dans "l'épargne-semence". Pour ce qui concerne l'achat d'engrais, ce n'est pas non plus réjouissant pour ces messieurs car sur les 240 tonnes d'engrais placés dans toute la région de Tamba seules 3,9 tonnes ont été achetées par les paysans jusqu'à présent.

Alors les "autorités compétentes" se demandent si l'objectif de 55000 tonnes d'arachide prévues dans leur plan (pour le département de Tamba) sera atteint. Mais ce qui inquiète ces autorités, ce n'est pas le sort des paysans. Ce qu'elles veulent c'est que ceux-ci cultivent toujours plus d'arachides, toujours plus de coton pour le grand bien des industriels de l'huile et du textile et aussi par la même occasion pour le grand bien des caisses de l'Etat qui prélève des profits sur le dos des paysans en jouant le rôle d'intermédiaire entre eux et les trusts.

Que cela se fasse au détriment des cultures vivrières utiles à la consommation des populations, l'Etat ne s'en inquiète pas non plus. Et pourtant le problème se pose tous les ans. Le pays connaît un déficit vivrier constant alors que le coton et l'arachide gagnent du terrain.

Quand ces messieurs parlent "d'encadrement agricole" ce n'est pas pour aider les paysans à s'en sortir mais, au contraire, pour les pousser à produire de plus en plus des cultures industrielles qui, non seulement ne rapportent pas d'argent aux paysans (tout au moins à la majorité d'entre eux), mais en plus les endettent auprès des organismes sensés les aider. Un fois que le petit paysan a accepté ce fameux "encadrement", il entre dans l'engrenage. Il s'endette en semence, en engrais, en insecticide et en louant les différents instruments utiles à la production du coton et de l'arachide. Et alors il lui est difficile de s'en sortir vu le niveau très faible de son rendement et vu aussi le prix dérisoire de l'arachide et du coton fixé par l'Etat. Sans parler des magouilles dans le pesage effectué par les collecteurs.

Quand les paysans n'arrivent pas à rembourser leurs dettes auprès des différents organismes agricoles, on les menace de toutes sortes de chantages, comme c'est le cas par exemple dans le département de Kaffrine. Selon les autorités, il paraît que ce département est en peloton de queue en matière de remboursement des dettes de semence d'arachide. Il paraît que les paysans de ce département ont à rembourser près de 230 Millions de francs CFA. "Des mesures sévères seront appliquées à l'encontre des mauvais payeurs" ont annoncé les responsables de "l'Action Coopérative". Ils ont même l'intention, pour les prochaines récoltes, de tirer les sommes des dettes directement "à la source", c'est-à-dire au moment où le paysan va vendre son produit à la coopérative. C'est un vrai chantage à l'encontre des petits paysans qui, même en vendant toutes leurs récoltes, n'arrivent déjà pas à joindre les deux bouts. Ce n'est pas par manque de motivation que les paysans vendent leur propre réserve de semence ou ne mettent pas d'argent dans "l'épargne-semence".

Dans cette affaire, l'Etat est gagnant deux fois. Une fois, en achè-

tant à bas prix les produits de la récolte pour les vendre aux multinationales, et une autre fois, en vendant aux paysans les engrais, les semences, les insecticides ainsi qu'en louant divers instruments. C'est cela la "politique agricole" de ces messieurs du gouvernement. Elle consiste à promouvoir les cultures industrielles et ainsi à rendre les paysans de plus en plus dépendants de l'Etat et des multinationales.

TCHAD : DES "OPPOSANTS" DANS LA MANGEOIRE GOUVERNEMENTALE

Il y a quelques jours, le dictateur Hissen Habré a procédé à un remaniement ministériel. Certains ministres sont écartés pour laisser place à des "opposants" qui viennent de rallier le régime de N'Djaména. Il s'agit de la fraction dissidente du Conseil Démocratique Révolutionnaire (C.D.R.) et du Front Démocratique (F.D.T.).

Certes les dissidents du C.D.R. et par la suite les membres du F.D.T. ont posé des conditions à Habré, entre autres la libération de tous les détenus politiques, la garantie des libertés démocratiques, l'organisation des élections libres. Mais ces conditions ont été posées simplement pour la forme. Car en fin de compte ce sont les conditions de Habré qui ont prévalu.

Ces opposants de salon, à la différence du G.U.N.T. de Goukouni, n'ont pas de moyens de pressions militaires. Ces deux ralliements montrent qu'il n'existe pas de désaccord politique avec la politique de N'Djaména. Les dirigeants de ces deux mouvements ne cherchent qu'une petite place au soleil. Leur opposition est à la mesure des courbettes devant les représentants de l'impérialisme français et les valets de N'Djaména.

Ceux qui viennent de se rallier n'ont vraiment pas inquiété le régime dictatorial de Habré. Il a suffi de leur céder quelques postes au gouvernement pour les faire taire.

Mais le gouvernement a peur de ceux qui, au nord du 16^{ème} parallèle, contrôlent militairement une partie du territoire. Ce qui donne du fil à retordre au gouvernement en place, c'est que pour le moment, Goukouni refuse de composer avec lui. Et le rendez-vous manqué entre Goukouni et Habré n'est pas fait pour arranger les choses.

Au fond, Goukouni et Habré peuvent fort bien s'entendre; ils l'ont déjà fait. Il semble que c'est sur des questions de détails que la rencontre de Brazzaville n'a pas eu lieu: Goukouni aurait demandé à être reçu avec les honneurs dûs à un chef d'Etat, au même titre que Habré.

Rencontre ou pas, il ne faut pas attendre quelque chose de ces deux là. Leur politique se ressemble comme deux gouttes d'eau. Il se font la guerre pour assouvir leurs ambitions, pour régler leurs querelles personnelles.

Même s'ils arrivent à s'entendre, c'est-à-dire à gouverner ensemble comme dans le passé, le sort des populations ne changera pas. Tous deux faisaient partie du G.U.N.T. et l'expérience a montré que ce n'était pas mieux.

Libye

LE COW-BOY REAGAN FAIT LA LOI

Le 25 mars dernier, les forces américaines ont détruit plusieurs vedettes et attaqué une base de missiles libyens. Cette agression américaine serait une simple riposte de défense légitime à la suite des tirs de missiles libyens contre des avions de combat américains.

En fait, c'est l'impérialisme américain qui, pour justifier son acte belliqueux, a provoqué des tirs de missiles libyens (qui n'ont d'ailleurs pas atteint leurs cibles). Selon l'impérialisme américain, la base de missiles Sam- 5 implantée à Ghurdabiyah (près de la ville de Syrte) est opérationnelle depuis le mois de janvier; et il trouvait inadmissible l'installation de ces missiles.

Aussi, l'impérialisme américain a décidé de faire une impressionnante démonstration de force. Il a amassé dans les eaux du golfe de Syrte - au large de la Libye- des matériels de guerre considérables : 3 porte-avions transportant environ 240 avions, auxquels il faut ajouter 27 autres navires de guerre.

Considérant cela comme une agression, comme un acte de provocation, le régime du colonel Kadhafi a réagi contre ce qu'il appelle une violation des eaux territoriales libyennes. Et les forces américaines en ont profité pour attaquer les missiles SAM-5.

Le déroulement même des événements laisse penser qu'il s'agissait d'un piège que les USA ont tendu au régime libyen. L'impérialisme américain mène une politique guerrière un peu partout dans le monde, en intervenant directement comme il l'a fait à Grenade il y a deux ans et tout récemment en Libye, ou par mercenaires interposés comme cela est le cas de " l'aide" à la fois financière et militaire apportée par exemple aux "contras" (opposants au régime Sandiniste) au Nicaragua ou aux forces armées de Savimbi en Angola.

Dans le cas de la Libye, l'impérialisme cherche à "punir" particulièrement Kadhafi, non seulement à cause de son anti-impérialisme en paroles, mais aussi à cause de l'appui qu'il apporterait à certaines organisations terroristes.

C'est ainsi qu'avant l'attaque récente américaine contre les missiles libyens, il y a eu une attaque des jaguars français le 16 février dernier contre l'aéroport de Ouadi-Doum, dans le Nord du Tchad, défendu par les partisans de Goukouni (opposants au régime de Habré) sous prétexte que derrière ceux-ci se trouvent en fait les forces libyennes.

Mais dans ce genre d'agressions directes ou indirectes, les pays impérialistes n'ont pas de quoi se vanter car ils profitent lâchement de la faiblesse des pays qui n'ont presque pas les moyens de se défendre pour les agresser.

RAPPORT DE L'UNICEF

UNE ILLUSTRATION DE CE MONDE MALADE

Selon le rapport annuel pour l'année 1985 publié il n'y a pas longtemps par l'UNICEF (organisme mondial pour l'enfance), 4 millions d'enfants au moins meurent chaque année en Afrique de malnutrition, des maladies telles que la rougeole, et surtout la diarrhée.

La mortalité infantile peut s'aggraver davantage lors de la prochaine décennie, car les experts estiment qu'en 1995, 65 à 80% de la population africaine risquent de vivre au-dessous du seuil de la pauvreté.

Malgré la malnutrition, voire la famine presque permanente en Afrique, nos dirigeants ne consacrent pas un budget important à la santé. Il n'y a aucune volonté politique d'améliorer la santé des populations.

Par contre dans le même temps, même dans les pays pauvres de l'Afrique, il y a des sommes relativement énormes qui sont gaspillées pour les dépenses militaires. Selon une étude de la Banque mondiale, dans les pays où la mortalité infantile est la plus élevée, les dépenses sont trois fois plus importantes pour la défense que pour la santé. D'une façon générale, "le volume total de l'aide que les gouvernements des pays industrialisés apportent à l'ensemble des services de santé du monde en développement n'est que de 4 milliards de dollars par an, c'est-à-dire l'équivalent de deux jours de dépenses militaires".

Il ressort donc de l'étude des experts bourgeois quisi des millions d'enfants sont victimes de la mortalité infantile chaque année, ce n'est pas dû à une insuffisance des moyens quelconques. Au contraire, l'homme dispose depuis longtemps des moyens scientifiques et matériels qui lui permettent de vaincre toutes les maladies infantiles connues ainsi que la famine.

Mais si l'homme est aujourd'hui incapable de vaincre ce genre de fléaux, c'est pour des raisons politiques.

Dans la société actuelle, tout est organisé non pour satisfaire les besoins de l'homme, mais uniquement en fonction des profits. C'est ainsi que la santé est négligée au profit de la "défense" car la vente des canons rapporte beaucoup plus aux capitalistes que celle des médicaments. Pour ceux-ci, le sort des populations est le dernier de leurs soucis s'ils n'ont rien de juteux à tirer de la lutte contre la mortalité infantile et la faim.

ELECTIONS :

LE RETOUR DE LA DROITE AU POUVOIR

Lors des élections législatives qui ont eu lieu le 16 mars dernier, les électeurs ont donné une majorité absolue à la droite chiraco-giscardienne et ses alliés.

La défaite de la gauche, surtout du parti socialiste qui à lui tout seul détenait la majorité absolue à l'Assemblée Nationale, n'était pas imprévisible.

Le gouvernement de Mitterrand avait fait tellement de promesses non tenues qu'il a fini par décevoir une grande partie de ceux qui avaient quelques illusions en lui. Il a mené une politique anti-ouvrière (blocage des salaires, augmentation vertigineuse du chômage) pendant que les patrons, eux, recevaient des cadeaux sous forme de subventions qui se chiffraient en milliards de francs. C'est pour toutes ces raisons que la gauche a perdu les élections.

Mais que vaut la droite? Ces messieurs, on les a déjà vus au pouvoir dans le passé. Ce sont des hommes de la bourgeoisie, ouvertement anti-ouvriers. Il y a même parmi eux des gens proches de l'extrême-droite, comme l'actuel ministre de l'Intérieur qui est un ex-responsable du SAC (Service d'Action Civique, connu pour ses coups bas proches du gangstérisme).

Avec ces gens-là, les travailleurs n'ont aucune illusion à se faire. Ils ne cachent pas leurs sensibilités en faveur des capitalistes. Ils sont anti-ouvriers et ont en leur sein des racistes. D'ailleurs, ils avaient annoncé la couleur avant même leur retour au pouvoir. Ils avaient annoncé que l'immigration serait sévèrement contrôlée et que tous les clandestins seraient renvoyés. Chirac avait même déclaré qu'il préconisait le renvoi de tous les travailleurs immigrés qui seraient privés d'emploi. Il disait aussi que le contrôle d'identité serait rétabli. Les flics n'ont d'ailleurs pas attendu les ordres de Chirac pour effectuer des contrôles des papiers des immigrés.

De toutes les façons, si les travailleurs ne se défendent pas, les premières victimes seront peut-être les travailleurs immigrés, mais ce sera toute la classe ouvrière qui sera visée. Car la droite et l'extrême-droite, fortes de leur victoire, vont se croire tout permis. C'est l'ensemble de la classe ouvrière qui doit se sentir visée. Et si elle unit ses forces, elle est capable de renvoyer tous ces anti-ouvriers de droite et d'extrême-droite sur les roses.

CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917 ; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux ; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.
- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autre, qui prêchent toutes, la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.
- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.
- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.
- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en caste, contre les dictatures qui oppriment nos peuples ; pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.
- Mettre en place, au cours même de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.
- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur prendre.
- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.